



Quelle politique étrangère pour le prochain Président de la République?(1)

Notes du CAPE n°18

Didier Chaudet, Directeur de la publication, CAPE

Après le 7 mai, un nouveau président de la République s'installera à l'Élysée. Il aura la responsabilité de redonner une certaine impulsion à la diplomatie française. Force est de constater que, sous les présidences Sarkozy comme Hollande, on a eu l'impression d'une diplomatie réactive plus qu'active, loin de l'image gaullienne que la France a d'elle-même. Si le prochain président veut être autre chose que le leader passager d'une puissance déclinante, il faudra que notre diplomatie soit repensée intégralement.

L'Europe : essentielle si nous voulons peser à l'international

Quelle que soit l'identité du prochain président (ce billet est écrit pendant l'entre-deux-tours), une grande politique étrangère française devra, dans l'idéal, s'appuyer sur une coopération européenne. Une coordination inter-européenne plus forte, idéalement dans une UE réformée pour devenir plus efficace et servant de démultiplicateur d'influence pour les États, pourrait nous permettre d'être plus solide, y compris face à la Russie ou aux États-Unis. Bien sûr, si le but de notre prochain chef de l'exécutif est de détruire l'outil européen, on se retrouvera sans doute dans une situation à l'anglaise : la Grande-Bretagne commence à [payer le prix](#), économiquement, diplomatiquement, politiquement, du Brexit. On peut même douter de l'existence de ce Royaume Uni tel quel à l'avenir, avec une Écosse qui a voté pour rester dans l'UE, et une [Irlande du Nord](#) qui a fait de même pour préserver sa paix plus fragile qu'on ne le pense... Une France sortant de l'UE détruirait cette union, créant un cataclysme économique et politique qui rendrait toute grande politique étrangère totalement impossible... Notre pays serait bien plutôt condamné à se battre pour sa survie, plutôt que pour un rang qui serait, de toute façon, perdu.

Mais si on part du principe que l'importance de l'outil européen est comprise par le prochain président, le prochain président français devra prendre position clairement sur trois sujets, si Paris veut redevenir une force de premier plan au sein de l'UE :



- **la gestion du Brexit** : La Grande-Bretagne a décidé de sortir de l'UE. C'est son choix. Comme l'a bien dit Herman Van Rompuy, si elle ne manquera pas vraiment aux Européens, il s'agit d'une véritable [amputation politique](#). De ce point de vue, l'idée selon laquelle un Royaume-Uni post-Brexit et l'UE rejetée par ce même Brexit puissent être des partenaires privilégiés n'a pas vraiment de sens. La priorité française et européenne ne doit pas de préserver l'amitié de Londres, mais plutôt de protéger les droits de nos concitoyens européens en Grande Bretagne.

- **les valeurs européennes** : pendant trop longtemps l'UE s'est laissée définir d'un point de vue économique uniquement. Mais l'Europe, ce sont des cultures cousines, une Histoire en commun, et surtout, des valeurs humanistes et démocratiques. Or quand on regarde un pays comme la [Hongrie sous Orban](#), on se met à douter... La France devrait pousser à une politique plus ferme contre ceux qui renient les valeurs européennes, mais aiment l'argent européen. Jean Asselborn, ministre des Affaires étrangères du Luxembourg, était allé jusqu'à proposer l'exclusion du pays de l'UE en réponse à la dérive très autoritaire d'Orban en septembre 2016. Faudrait-il aller jusque là ? Quoi qu'il arrive, l'UE ne peut se renforcer qu'en protégeant ses valeurs. Si Paris en fait son cheval de bataille, la France retrouvera vite, aux yeux de tous les Européens, un statut de leader perdu depuis plusieurs années au moins.

- **le rapport à la Russie** : il est important de rétablir une relation de respect, égalitaire. Il est facile de critiquer la Russie pour ce qu'elle est accusée d'avoir fait pendant les élections américaine, [française](#), ainsi qu'ailleurs [en Europe](#). Mais nous en sommes arrivés là parce que les Européens ont été incapables de montrer un front uni, et sont considérés comme le « ventre mou » de l'Occident. Un nouveau président français devra être ferme avec la Russie quand elle agit de façon agressive contre nous ou nos partenaires européens. Mais on pourra aussi travailler avec le Kremlin sur d'autres sujets quand nos intérêts convergent, même si cela gêne les Américains (sur les dossiers iranien ou afghan, par exemple).

Le Moyen-Orient : ne pas oublier le Yémen, et préserver la détente avec l'Iran

On évitera ici de parler de la Syrie spécifiquement, sujet complexe qui demanderait une analyse séparée, et qui est devenu un sujet de débat idéologique... Et cela alors que les *vrais* spécialistes de la Syrie (ceux qui connaissent le pays, qui y ont vécu ou qui y ont fait des terrains de recherche réguliers) sont en fait peu nombreux. Tout ce que les citoyens français peuvent attendre du prochain président, c'est de faire de la destruction de Daech, qui nous a déclaré la guerre, une priorité.

Par ailleurs, il est certain qu'une diplomatie qui parlerait de « valeurs » sur le dossier syrien n'aurait qu'un impact limité si rien n'est fait en réaction à une autre guerre : celle du Yémen, où, cette fois, ce sont nos alliés saoudiens qui ont le mauvais rôle, de par leurs bombardements



ciblant trop souvent des [civils](#). On ne peut pas critiquer les bombardements de la Russie en Syrie et ne rien dire des bombardements saoudiens au Yémen. Les Saoudiens semblent obsédés par l'influence des Iraniens sur les Houthis au Yémen. Mais tous les analystes sérieux ont déjà montré que ces derniers ne sont pas les marionnettes de [Téhéran](#). António Guterres, le Secrétaire Général de l'ONU, a [rappelé](#) qu'au Yémen, aujourd'hui, un enfant de moins de 5 ans meurt d'une maladie, qui aurait pu être évitée sans cette guerre, toutes les dix minutes. Etre silencieux sur cette terrible situation, mais faire de la Syrie une priorité, ce serait apparaître comme des hypocrites, et donc perdre la possibilité d'être audible quand on dit vouloir agir au nom des « droits de l'Homme ».

En général, il serait essentiel de ne pas suivre la diplomatie clairement anti-Iran de Trump et de son allié saoudien. Riyad est de fait dans une guerre sectaire contre l'Iran chiite qui ne peut qu'être dangereuse, pour le Moyen-Orient, et pour la [stabilité saoudienne](#) elle-même. On l'a déjà évoqué ailleurs, l'Iran peut être un [allié naturel](#) sur les questions sécuritaires qui nous intéressent. La politique la plus intelligente, de la part du prochain président, sera de ne pas choisir un camp entre Saoudiens et Iraniens ; parler aux deux pays, et aider, par nos actions diplomatiques, à une véritable Détente entre eux. Cela ne sera possible qu'en bloquant la logique anti-Iran de Trump, notamment sur le dossier nucléaire, et en coopérant avec d'autres pays dans le monde musulman.

L'Europe et le Moyen-Orient sont des zones primordiales pour notre sécurité et nos intérêts diplomatiques, économiques. Mais ce serait une erreur que d'oublier les autres grandes aires politiques. Elles seront abordées dans le prochain billet.